

LOI DUPLOMB : LE GOUVERNEMENT CONTRE LA SCIENCE



On leur a dit que c'était impossible, alors ils l'ont fait. La loi Duplomb, adoptée le 8 juillet 2025, est un texte dont les promoteurs sont dans le déni.

Les débats autour de cette loi, le succès d'ampleur inédite de la pétition, avec un million et demi de signatures en dix jours, attestent du fossé entre des classes dirigeantes, au service des lobbys industriels, et une population soucieuse de l'environnement, mais démunie face au pouvoir et aux institutions.

DÉNI SCIENTIFIQUE

Le bloc central macroniste se réclame de la raison et du pragmatisme. Pourtant, tous ses arguments vont à l'encontre de la science.

Mégabassines, élevages intensifs, la loi Duplomb accède à toutes les demandes de l'agro-industrie et de la FNSEA, qui vont engendrer toujours plus de pollution.

Elle permet aussi le retour de pesticides dangereux, notamment les néonicotinoïdes, qui vont s'accumuler dans le sol et les nappes phréatiques.

Leurs effets sur la santé humaine sont connus : troubles neurologiques, risques de cancer, atteintes immunitaires, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes.

Ils sont aussi un fléau pour les écosystèmes car responsables du déclin massif des abeilles et des pollinisateurs, essentiels à la biodiversité.

DÉNI DÉMOCRATIQUE

La loi Duplomb, c'est aussi un tour de passe législatif. Pour éviter le débat parlementaire, le rapporteur LR, allié à la macronie, a fait voter une motion de rejet contre son propre texte.

Celui-ci a donc atterri directement dans l'ambiance feutrée d'une commission mixte paritaire, composée de sept députés et sept sénateurs, loin des débats enflammés de l'hémicycle de l'Assemblée.

contact@npa2009.org

Cette méthode inédite, légale mais profondément antidémocratique, rencontre aujourd'hui la contestation populaire. Le succès de la pétition sonne comme un rejet massif de ces pratiques et une prise de conscience citoyenne.

Minoritaire dans les urnes, illégitime dans ses choix, le gouvernement Bayrou est en difficulté. La présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, s'est même déclarée favorable à un débat.

CONTRE LE CANCER ET L'INDUSTRIE, REPRENONS LA RURALITÉ

Pris en étau entre la FNSEA et la Coordination rurale, le monde paysan a du mal à voir émerger une alternative au modèle agricole productiviste et destructeur.

Les prochaines municipales annoncent une vague brune dans les campagnes. Ce signal doit être un électrochoc pour la gauche sociale et écologiste.

Il est temps de réinvestir ces territoires délaissés, d'y construire des solidarités, de soutenir celles et ceux qui y vivent et y produisent.

Cela passe par un travail commun avec des collectifs locaux, des organisations comme la Confédération paysanne, par la promotion de pratiques agricoles soucieuses de l'environnement, de la santé et du vivant. Il ne suffit pas de contester une loi, il faut faire vivre des alternatives concrètes, sur le terrain.

Si cette loi ne peut être abrogée dans l'immédiat, elle peut être rendue inapplicable par les pratiques, par la désobéissance, par l'organisation collective. C'est sur ce terrain que nous pouvons gagner : dans les champs, dans les villages, dans les consciences.

Montreuil, le 22 juillet 2025



Mardi 22 juillet 2025
l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission